

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



OBJET : Ressources humaines / Création d'un emploi non permanent d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe (contrat de projet) pour la mise en œuvre du projet expérimental « Mieux reconstruire après inondation » MIRAPI (art. 3 II de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)

Exposé des motifs :

Monsieur le Président rappelle que par décision en date du 29 septembre dernier, le comité syndical a validé le principe d'un portage par l'EPTB de l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, à la demande de l'État et pour son compte.

Il expose à l'assemblée délibérante que pour assurer le suivi du projet, il convient de créer un emploi non permanent d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe tel que décrit ci-après.

Afin d'assurer les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps à temps complet (35/35^{ème}) du grade d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe de la catégorie hiérarchique C, pour mener à bien le projet ou l'opération suivante :

Gestion administrative et financière du dispositif MIRAPI dans le cadre du portage par l'EPTB du dispositif expérimental faisant l'objet d'une convention avec les services de l'État.

Ce contrat de projet est ouvert à compter de 2022, à date de signature, pour une durée de deux ans. À défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée ou si le projet ou l'opération a été atteint. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent recruté sur cet emploi sera chargé d'assurer les missions suivantes :

- dimensionner, gérer et suivre les aspects organisationnels et administratifs de la mise en œuvre de l'expérimentation,
- assurer l'accueil téléphonique et les réponses aux sollicitations des particuliers
- dimensionner les besoins administratifs et financiers de la démarche ;
- réaliser les parties administratives des cahiers des charges et suivre les procédures de mise en concurrence des prestataires, assurer le suivi administratif des opérations ;
- assurer le suivi administratif et financier des démarches, dont l'élaboration, l'accompagnement et le suivi des dossiers de subvention auprès des financeurs ainsi que des conventions de partenariat ;
- participer aux actions d'information et de sensibilisation des différentes parties prenantes ;
- participer à l'animation de la démarche en concertation avec l'ensemble des partenaires et en particulier les collectivités territoriales concernées.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant :

Niveau de diplôme 3, expérience dans le domaine administratif similaire requise et aptitude à travailler en autonomie.

L'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 387 correspondant à un emploi de catégorie C.

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1er du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 II,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels et notamment son chapitre 1^{er},

Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

LE COMITE SYNDICAL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi non permanent à temps à temps complet (35/35ème) du grade d'adjoint administratif principal 2ème classe de la catégorie hiérarchique C, pour mener à bien le projet ou l'opération suivante : Gestion administrative et financière du dispositif MIRAPI porté par l'EPTB au titre du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI),
- que l'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 387 correspondant à un emploi de catégorie C,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public d'une durée maximum de deux ans conformément à l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE